

Blair, auteur de *Strategic Command and Control*, lui-même ancien officier préposé au lancement, emploie indistinctement les deux expressions.

Dans son article intitulé *Launch Under Attack* et publié dans la revue *Scientific American*, John Steinbruner ne fait pas non plus de distinction entre les deux notions :

... parallèlement à leur projet de déploiement de missiles MX, les États-Unis pourraient être de plus en plus tentés de riposter à une attaque soviétique en lançant des ICBM, avant que les effets des engins ennemis se soient faits sentir, dans la mesure où ils auraient au préalable obtenu des preuves suffisantes qu'une attaque avait commencé. Cette stratégie, généralement désignée sous le nom de "lancement sur alerte" ou "lancement après attaque" ...⁶

S'il n'existe effectivement aucune distinction opérationnelle entre les deux stratégies, alors peut-être Bruce Blair est-il fondé à dire qu'à l'heure actuelle, les États-Unis pratiquent une politique *de facto* de lancement sur alerte. Quoi qu'il en soit, c'est une ambiguïté qui mérite éclaircissement.

LES MODÈLES D'ÉVALUATION DU RISQUE

Pour essayer d'évaluer le risque de guerre nucléaire accidentelle, certains chercheurs ont élaboré des modèles mathématiques qu'ils ont appliqués aux systèmes de commandement et de contrôle des armes stratégiques. À cet effet, ils ont assigné des valeurs numériques aux facteurs suivants :

- le temps de décision dont les autorités disposent;
- la durée de vol des missiles ennemis;
- le temps qu'il faut en moyenne pour tirer au clair des fausses alertes;
- la fréquence des fausses alertes.

Le temps dont les autorités disposent pour prendre une décision dépend de la durée de vol des missiles ennemis. À l'époque où les bombardiers à grande autonomie constituaient la principale menace, on avait une marge de manoeuvre assez confortable. Mais avec l'apparition des ICBM, capables de passer d'un continent à l'autre en une demi-heure environ, les délais sont plus courts. Le déploiement au début des années 1980 d'engins de plus en plus sophistiqués a encore raccourci le "temps de réflexion". Un missile *Pershing II* lancé depuis l'Allemagne de l'Ouest peut désormais atteindre les plus proches objectifs militaires en URSS en douze à quatorze minutes. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles Moscou était favorable à un accord prévoyant le retrait de ces missiles installés en Europe. Le démantèlement de ces engins balistiques extrêmement précis, déployés sur le théâtre européen, permettrait de rallonger les délais avant attaque et donnerait, par conséquent, au Kremlin plus de temps pour prendre une décision.

Les dossiers du NORAD obtenus par le *Center for Defense Information* en vertu de la loi américaine sur l'accès à l'information (*Freedom of Information Act*) nous renseignent sur la fréquence des fausses alertes et sur le temps moyen requis pour les tirer au clair. Le tableau donné ci-dessous révèle une augmentation du nombre de conférences extraordinaires d'"analyse de la menace" depuis 1977. Le nombre de conférences a diminué en 1984, le NORAD ayant redéfini les circonstances où elles pouvaient être convoquées. Soulignons qu'il n'y a eu au cours de la même période que six conférences dites d'"évaluation de la menace" (CEM), réputées beaucoup plus graves, soit en 1978, 1979 et 1980. Si l'on en croit les sources officielles, il n'y a encore jamais eu de conférence de "lancement de missiles" (la participation du président aurait alors été nécessaire).

Tableau I

Fausses alertes du NORAD entre 1977 et 1984

Année	CAM	CEM
1977	43	0
1978	70	2
1979	78	2
1980	149	2
1981	186	0
1982	218	0
1983	255	0
1984	153	0

CAM = conférence (extraordinaire) d'"analyse de la menace"
CEM = conférence d'"évaluation de la menace"

Dans un article intitulé *Accidental Nuclear War: A Risk Assessment*, Michael Wallace, Brian Crissey et Linn Sennott ont utilisé les données citées ci-dessus pour évaluer le pourcentage de fausses alertes graves (c'est-à-dire celles qui déboucheraient sur la convocation d'une conférence d'"évaluation de la menace") qu'on ne pourrait tirer au clair dans le temps de décision accordé. Puis, ils évaluent la probabilité de voir survenir pendant une période de crise internationale une fausse alerte que l'on ne pourrait pas tirer au clair. Cette probabilité augmente bien entendu avec la durée de la crise. Le postulat de base dans ce cas est qu'une fausse alerte grave non résolue, survenant en période de tension extrême, pourrait entraîner la mise à feu accidentelle d'armes nucléaires. Le modèle élaboré par ces auteurs montre que, plus le temps de décision est court, plus le risque de voir éclater une guerre nucléaire accidentelle en cas de crise internationale prolongée est grand. Par exemple, si l'on ne dispose que de quinze minutes pour prendre une décision et s'il faut deux minutes pour tirer au clair une fausse alerte, on évalue à environ 0,2 p. 100 le risque de voir se produire une fausse alerte que l'on ne pourrait pas élucider, en cas de crise d'une durée de trente jours. Mais si le délai de décision n'est plus que de six minutes, la probabilité passe à plus de 50 p. 100.⁷